

**Monsieur Alex SEMAT
Commissaire aux Comptes
36, Avenue Jean Lannes
32700 LECTOURE**

**Madame La Présidente
Association Lectoure Petite Enfance
Avenue du Docteur Souviron
32700 LECTOURE**

Lectoure le 31 Mai 2025

Objet : Communication article L 821-63 du code de commerce ancien L.823-16

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Madame la Présidente,

Dans le cadre de notre mission de commissaire aux comptes de votre association, nous portons à votre connaissance les informations suivantes :

I - Compte-rendu des contrôles effectués :

Nos travaux d'audit des comptes annuels de votre association, effectués selon les normes professionnelles applicables en France, se résument ainsi :

- Mise en œuvre de diligences nous permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que ces comptes ne comportent pas d'anomalies significatives,
- Examen, par sondages, des éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes,
- Appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes,
- Vérification des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration (bureau).

Nous vous rappelons que du fait du recours à la technique des sondages et des autres limites inhérentes à l'audit, ainsi que de celles inhérentes au fonctionnement de tout système comptable et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative ne peut être totalement éliminé.

II - Points particuliers relevés lors de nos contrôles

1 – Les comptes sont bien tenus, le règlement (ANC 2018-06 puis 2022-04) est bien assimilé par la responsable comptable, comme chaque année, quelques OD de repositionnement non significatif ont été nécessaires à l'établissement des comptes annuels.

Aucune erreur de principe ou fraude n'a été révélée, l'archivage des pièces et les procédures internes, administratives et comptables permettant des contrôles rapides et probants.

Une formation et l'achat d'ouvrages seront nécessaires sur le nouveau règlement ANC 2023-01 pour la comptable de l'association et la directrice.

Les pièces administratives sont aisément accessibles. **Le risque de contrôle interne est très faible.**

2 – Comme chaque année, à l'occasion de l'assemblée générale, un point sera fait avec les responsables et élus pour débattre du niveau nécessaire du besoin en fonds de roulement durant l'exercice suivant 2024. A ce titre la CAF verse ses acomptes bien plus tôt que par le passé dès le premier trimestre de chaque année et la trésorerie de ce fait permet un fonctionnement normal sur le premier semestre de chaque année.

3 – L'audit social a permis de faire un point précis sur les obligations légales de représentation du personnel.

L'association a de grandes difficultés à recruter du personnel qualifié **le problème est récurrent.**

4 – Pendant plusieurs années, l'entité n'était plus soumise à la taxe sur les salaires. Un très faible montant de 18 euros avait été payé en 2023, et en 2024 cette taxe s'est élevée à 2 280€.

5 – Nous avons réalisé un contrôle interne et il a démontré que les procédures comptables et administratives sont efficaces. La séparation des fonctions entre ordonnateur et payeur est bien respectée.

Il est apparu nécessaire de sensibiliser la responsable administrative et comptable ainsi que la directrice aux obligations RGPD (utilisation informatique importante dans l'association) par des formations professionnelles adaptées permettant une mise à jour de leurs connaissances à la protection des données et aux obligations en la matière vis-à-vis des tiers et parents même si des protections existent déjà. Cette recommandation a été faite l'année précédente.

6 – Comme chaque année, une circularisation des banques a été faite. Les organismes sont habitués et ont répondu sans difficultés.

7 – L'équipe dirigeante même si la directrice et la présidente ont changé l'année précédente est très disponible et attentive à nos demandes ou remarques et le personnel depuis un an est assez stable.

8 – Bien qu'il ne fût pas nécessaire de procéder au questionnaire LAB (Lutte Anti-Blanchiment) car cela avait été fait dans les années précédentes et que les procédures sont inchangées, nous l'avons réalisé en 2024. Enfin les modes de paiement et d'encaissement ne soulèvent aucun doute.

09 – Evénements futurs et impact sur les recettes.

A la rentrée scolaire 2024 (en septembre) 16 enfants partent à l'école pour une prévision au jour de nos contrôles de de 4 entrées seulement et donc cela représenterait 35% de Chiffre d'affaires en moins et si cela se confirmait 2 emplois dans l'équipe pédagogique seraient compromis.

L'association avait enregistré 2 entrées d'enfants prévues pour juin 2024 et donc représentant dès lors 100% d'occupation.

Ainsi les responsables de l'association et de l'équipe restent positives car les communes partenaires et les nouveaux arrivants chaque année inscrivent des enfants après l'été.

Enfin le solde net entrées sorties au mois de mars 2025 était de 4 places libres seulement ce qui permettait de rassurer toute l'équipe.

10 - Affirmation de notre opinion

Aussi, ces commentaires constituent-ils **l'affirmation de notre opinion sans réserve** sur les comptes annuels **et notamment** sur les postes essentiels de recettes, subventions et de trésorerie.

Par ailleurs, le dossier est bien tenu par Madame BOURDON et l'association apparaît bien organisée.

En outre, l'évaluation des risques démontre qu'aucun danger ne pèse sur la continuité de l'entreprise (association), même si les responsables se font un peu de soucis sur le taux d'inscriptions pour la rentrée prochaine, et que les comptes sont établis avec sérieux.

Ceci clôture nos commentaires pour 2024.

III - Conclusions

Les points indiqués ci-dessus, qui concernent seulement des améliorations souhaitables ou des traitements particuliers apportés à certaines opérations, ne remettent pas en cause notre opinion et la certification des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024.

Nous vous prions de trouver ci-joints nos rapports relatifs à l'exercice 2024 ainsi que le relevé certifié des rémunérations (article L. 225-115 (4°) du Code de Commerce),

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, nos salutations distinguées.

Le commissaire aux comptes

M. Alex SEMAT



Alex SEMAT
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce
36 Avenue Jean Lannes - Lieu dit Caillavet
32700 LECTOURE
Tel 05 62 68 89 55 Fax 05 62 68 80 91

LECTOURE PETITE ENFANCE

Association loi 1901

Bureau : Avenue du docteur Souviron – 32700 LECTOURE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

I – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Lecture Petite Enfance relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Règles et principes comptables

L'annexe expose les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes annuels.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

A ce titre nous avons noté la conformité des comptes et annexes avec les règlements ANC 2018-06 et 2022-04 concernant les associations et fondations.

- Estimations significatives

Nous avons procédé, sur la base des éléments disponibles, à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations retenues pour la détermination des provisions comptabilisées à la clôture de l'exercice. Ainsi nous avons noté que l'annexe comprend en outre des informations légales prévues par les règlements ANC ci-dessus mentionnés et une information pertinente concernant la provision pour retraite.

- Présentation d'ensemble des comptes annuels

Nous nous sommes assurés de la concordance avec la comptabilité des informations données dans l'annexe, ainsi que de la permanence des méthodes.

- Conclusion

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation **de notre opinion sans réserve**, exprimée dans la première partie de ce rapport.

IV- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lectoure, le 31 Mai 2025

Le commissaire aux comptes

M. Alex SEMAT



ALEX SEMAT
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES

Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce

36 Avenue Jean Lannes - Lieu dit Caillavet

32700 LECTOURE

Tél : 05 62 68 89 55 Fax : 05 62 68 80 91

LECTOURE PETITE ENFANCE

Association loi 1901

Bureau : Avenue du docteur Souviron – 32700 LECTOURE

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le
31/12/2024**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatives à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE


Conventions passées ou autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Aucune nouvelle convention de cette nature n'a été portée à notre connaissance.

A Lectoure Le 31 Mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
Alex SEMAT



Alex SEMAT
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce
36 Avenue Jean Lannes - Lieu dit Caillavet
32700 LECTOURE
Tel : 05 62 68 89 55 Fax : 05 62 68 80 91

ASSOCIATION LECTOURE PETITE ENFANCE

Association loi 1901

Siège Social : Avenue du Docteur Souviron– 32700 LECTOURE

MONTANT GLOBAL DES REMUNERATIONS VERSEES AUX PERSONNES LES MIEUX REMUNEREES

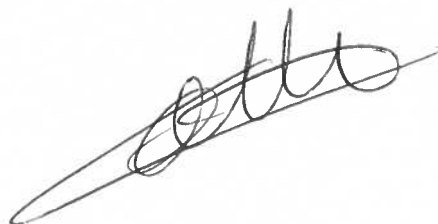
Article L.225-115 (4°) du Code de commerce

Exercice 2024 (Période du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024)

Le montant global des rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élève à Brut 149 239 euros
..... Net 118 450 euros

Fait à Lectoure le 31 Mai 2025

La Présidente



ATTESTATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sur la base de notre audit des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, nous certifions que le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées déterminé par l'association, figurant sur le présent document et s'élevant à cent quarante-neuf mille deux cent trente-neuf euros

(149 239 € bruts), est exact et concorde avec les sommes inscrites à ce titre en comptabilité.

Fait à Lectoure, le 31 Mai 2025

Le commissaire aux comptes
M. Alex SEMAT



Alex SEMAT
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce
36 Avenue Jean Lannes - Lieu dit Caillavet
32700 LECTOURE
Tél : 05 62 68 89 55 Fax : 05 62 68 80 91

État préparatoire au Bilan Actif

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024			Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat et outillage indus.				
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations corporelles	24 307,06	12 290,91	12 016,15	11 106,94
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL (I)	24 307,06	12 290,91	12 016,15	11 106,94
	Stocks et en-cours				
	Stocks et en-cours				
COMPTES RÉGUL.	Créances				
	Créances cli., adhér., usagers et cpt. rattachés	7 591,72		7 591,72	8 267,00
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	128 904,79		128 904,79	113 879,87
	Valeurs mobilières de placement	52,00		52,00	51,00
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	79 211,95		79 211,95	106 339,70
	Charges constatées d'avance				
	TOTAL (II)	215 760,46		215 760,46	228 537,57
	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	240 067,52	12 290,91	227 776,61	239 644,51

Alex SEMAT
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Diplôme de l'Ecole Supérieure de Commerce
36 Avenue Jean Lannes - Lieu dit Caillavet
32700 LECTOURE
Tél : 05 62 68 89 55 Fax : 05 62 68 80 91

État préparatoire au Bilan Passif

État exprimé en €

Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
--------------------------------	--------------------------------

Fonds Propres	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
Fonds dédiés	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	110 933,46	87 316,59
	Excédent ou déficit de l'exercice	-23 664,23	23 616,87
	Situation nette (sous total)	87 269,23	110 933,46
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	TOTAL (I)	87 269,23	110 933,46
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Provisions	TOTAL (II)		
Provisions	Provisions pour risques	65 582,40	63 280,91
	Provisions pour charges		
	TOTAL (III)	65 582,40	63 280,91
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	198,31	
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	11 497,75	12 823,45
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	63 228,92	52 606,69
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
	TOTAL (IV)	74 924,98	65 430,14
TOTAL PASSIF	Écarts de conversion passif (V)		
	TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	227 776,61	239 644,51

Alex SEMAT
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce
36 Avenue Jean Lannes - Lieu dit Caillavet
32700 LECTOURE
Tél : 05 62 68 89 55 Fax : 05 62 68 80 91

État préparatoire au Compte de résultat - Produits

État exprimé en €

Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
--------------------------------	--------------------------------

Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	84 976,91	92 765,31
	dont parrainages		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	384 367,29	373 396,64
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contribution financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	32 428,90	59 728,58
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	176,72	1 991,33
	TOTAL (I)	501 949,82	527 881,86
Produits financiers	Participations		
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 475,36	2 110,99
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
	TOTAL (II)	2 475,36	2 110,99
Produits excep.	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		400,00
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	170,00	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL (III)	170,00	400,00
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)		504 595,18	530 392,85
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		23 664,23	0,00
TOTAL GENERAL		528 259,41	530 392,85

Alex SEMAT
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce
36 Avenue Jean Lannes - Lieu dit Caillavet
32700 LECTOURE
Tél : 05 62 68 89 55 Fax : 05 62 68 80 91

État préparatoire au Compte de résultat - Charges

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	56 320,95	61 185,47
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	7 722,00	5 215,00
	Salaires et traitements	353 172,12	342 011,76
	Charges sociales	98 341,90	87 402,99
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 474,79	1 965,79
	Dotations aux provisions	9 155,18	8 974,40
	Report en fonds dédiés		
	Autres charges	67,35	20,57
TOTAL (I)		528 254,29	506 775,98
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements		
TOTAL (II)		0,00	0,00
Ch. exceptionnelles	Sur opérations de gestion	5,12	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL (III)		5,12	0,00
Participation des salariés aux résultats (IV)			
Impôts sur les bénéfices (V)			
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)		528 259,41	506 775,98
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		0,00	23 616,87
TOTAL GENERAL		528 259,41	530 392,85

Alex SEMAT
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
 Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce
 36 Avenue Jean Lannes - Lieu dit Caillavet
 32700 LECTOURE
 Tél : 05 62 68 89 55 Fax : 05 62 68 80 91

Évaluation des contributions volontaires en nature

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Ressources	<u>Contribution volontaires en nature</u>		
	Dons en nature		
	Prestations en nature	2 887,86	
	Bénévoles	30 328,16	
Total des ressources		33 216,02	0,00
Emplois	<u>Charges des contributions volontaires en nature</u>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens	30 328,16	
	Prestations en nature	2 887,86	
	Personnel bénévole		
Total des emplois		33 216,02	0,00

Alex SEMAT
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce
36 Avenue Jean Lannes - Lieu dit Caillavet
32700 LECTOURE
Tél : 05 62 68 89 55 Fax : 05 62 68 80 91

Table 1

Table 1 shows the results of the regression analysis. The dependent variable is the log of the number of employees. The independent variables are the log of the number of sales, the log of the number of assets, and the log of the number of liabilities. The results show that the log of the number of sales is positively correlated with the log of the number of employees, while the log of the number of assets and the log of the number of liabilities are negatively correlated with the log of the number of employees.

Désignation de l'entreprise		LECTOURE PETITE ENFANCE		Néant <input type="checkbox"/>			
Adresse de l'entreprise		AVENUE DU DOCTEUR SOUVIRON		32700 LECTOURE			
SIRET		3 8 0 1 2 3 1 8 2 0 0 0 4 6					
Durée de l'exercice en nombre de mois *		1 2		Durée de l'exercice précédent * 1 2			
				Exercice N clos le			
				31 12 2024			
		Brut 1		Amortissements, provisions 2			
				Net 3			
Capital souscrit non appelé		TOTAL (I)		AA			
ACTIF IMMOBILISÉ *	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC			
		Frais de développement *	CX	CQ			
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG			
		Fonds commercial (1)	AH	AI			
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM			
		Terrains	AN	AO			
		Constructions	AP	AQ			
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS			
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	12 291		
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Immobilisations en cours	AV	AW			
		Avances et acomptes	AX	AY			
		Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS				
		Autres participations	CU				
		Créances rattachées à des participations	BB				
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Autres titres immobilisés	BD				
		Prêts	BF	BG			
		Autres immobilisations financières *	BH	BI			
		TOTAL (II)	BJ	BK	12 291		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *		24 307		12 016		
		Matières premières, approvisionnements	BL	BM			
		En cours de production de biens	BN	BO			
		En cours de production de services	BP	BQ			
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS			
	DIVERS	Marchandises	BT	BU			
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW			
		Clients et comptes rattachés (3) *	BX	BY	7 592		
		Autres créances (3)	BZ	CA	128 905		
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC			
COMPTES DE REGULARISATION	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE	52		
		Disponibilités	CF	CG	79 212		
		Charges constatées d'avances (3) *	CH	CI			
		TOTAL (III)	CJ	CK	215 760		
		Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)	CW				
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	240 068	IA	12 291	227 777		
						Écarts de conversion actif * (VI)	CN
Renvois (1) dont droit au bail		(2) Part à moins d'1 an des immobilisations financières nettes CP		(3) Part à plus d'1 an : CR			
Clause de réserve de propriété *		Immobilisations :		Stocks :		Créances :	

②

BILAN – PASSIF avant répartition

DGFIP N° 2051-SD 2025

Formulaire obligatoire (article 53 A du
Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		LECTOURE PETITE ENFANCE		Néant <input type="checkbox"/> *
			Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé :)	DA		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport...	DB		
	Écarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3) * (dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * EJ	DG		
	Report à nouveau	DH	110 933	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(23 664)	
	Subventions d'investissement	DJ		
Provisions réglementées *	DK			
	TOTAL (I)	DL	87 269	
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	65 582	
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR	65 582	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	198	
	Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs EI)	DV		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	11 498	
	Dettes fiscales et sociales	DY	63 229	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA		
	Compte de régul. Produits constatés d'avance (4)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	74 925	
	Écart de conversion passif *	TOTAL (V)	ED	
	TOTAL GENERAL (I à V)	EE	227 777	
RENOVOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) dont	- Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
		- Écart de réévaluation libre	1D	
		- Réserve de réévaluation (1976)	1E	
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	74 925	
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	198	

* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

Désignation de l'entreprise		LECTOURE PETITE ENFANCE				Néant <input type="checkbox"/>		
		Exercice N						
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		TOTAL		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC		
	Production vendue	Biens *	FD		FE		FF	
		Services *	FG	84 977	FH		FI	84 977
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	84 977	FK		FL	84 977	
	Production stockée *					FM		
	Production immobilisée *					FN		
	Subventions d'exploitation					FO	384 367	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)					FP	32 429	
	Autres produits (1) (11)					FQ	177	
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (2) (I)						FR	501 950
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *					FS		
	Variation de stocks (marchandises) *					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *					FU		
	Variation de stocks (matières premières et approvisionnements) *					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *					FW	56 321	
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	7 722	
	Salaires et traitements *					FY	353 172	
	Charges sociales (10)					FZ	98 342	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	{	- dotations aux amortissements * (14)		GA	3 475	
				- dotations aux provisions		GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *				GC		
		Pour risques et charges : dotations aux provisions				GD	9 155	
	Autres charges (12)				GE	67		
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (4) (II)						GF	528 254
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(26 304)
Opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *			(III)		GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré *			(IV)		GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	2 475	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)						GP	2 475	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR		
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)						GU		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	2 475	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(23 829)	

* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

④

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFIP N° 2053-SD 2025

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		LECTOURE PETITE ENFANCE		Néant <input type="checkbox"/> *	
				Exercice N	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	170
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC	
	Total des produits exceptionnels (7)			(VII)	170
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	5
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)			HG	
	Total des charges exceptionnelles (7)			(VIII)	5
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	165
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			(IX)	HJ	
Impôts sur les bénéfices *			(X)	HK	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	504 595
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	528 259
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)				HN	(23 664)
RENVOIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO	
	(2) Dont	{ produits de locations immobilières		HY	
		{ produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IG	
	(3) Dont	{ - Crédit-bail mobilier *		HP	
		{ - Crédit-bail immobilier		HQ	
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			HR	
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées			HS	
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées			HT	
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêts général (article 238 bis du CGI)			HX	
	(6 ter) Dont	{ - amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 ccties du CGI) *		RC	
		{ - amortissements exceptionnels de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D du CGI) *		RD	
	(9) Dont transfert de charges			A1	25 575
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS A5)			A2	
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3	
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4		
(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles Facultatives A6 Obligatoires A9					
(14) Dont montant de l'amortissement du fonds de commerce (en application de l'article 39, 1-2°, al.3)			HS		
dont cotisations facultatives Madelin A7					
dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8					
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :				Exercice N	
				Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :				Exercice N	
				Charges antérieures	Produits antérieurs

* Des explications concernant ces rubriques figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

LECTOURE PETITE ENFANCE
AVENUE DU DOCTEUR SOUVIRON
32700 LECTOURE
Tél : 05.62.68.82.75

RAPPORT DE LA PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Concernant les procédures de contrôle interne
Conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code du Commerce

EXERCICE 2024
Période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 26 JUIN 2025

1 - INTRODUCTION

L'article 117 de la loi sur la sécurité financière, reprise dans le Code du Commerce aux articles L 225-37 et L 225-68 impose à la Présidence du Conseil d'Administration de toute Association de rendre compte dans un rapport joint à celui mentionné aux articles L 225-100-102 et L 273-26 des procédures de contrôle interne suivies ou mises en place par l'Association.

Ledit rapport doit, en outre, indiquer les éventuelles limitations que le Conseil d'Administration apporte au pouvoir de la Direction.

Il est applicable dans notre Association relativement à l'exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. Nous allons y développer les points suivants :

- Le respect des politiques de gestion
- La sauvegarde des actifs
- La prévention et la détection des fautes et erreurs
- L'exactitude et l'exhaustivité des enregistrements comptables
- L'établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables
- L'environnement général de l'association
- Les procédures de contrôle

2 – RAPPORT SUR CONTROLE INTERNE

a) Le respect des politiques de gestion

- objectif de gestion

La superficie du bâtiment permet un accueil journalier de 30 enfants maximum. Ceci est respecté. L'agrément donné par les services de la P.M.I. concernant cet accueil a été modulé suivant les heures de la journée. Ainsi le planning du personnel a été élaboré en fonction de cet agrément. La norme d'encadrement est d'une personne pour 6 enfants.

- respect des obligations légales

Notre association recevant des subventions publiques d'une valeur globale supérieure à 153.000 €, le contrôle de nos comptes est devenu obligatoire. Lors de l'assemblée générale du 1^{er} Octobre 2007, renouvelée depuis lors, par l'assemblée 2013, puis par l'assemblée générale de 2019, Monsieur SEMAT, Commissaire aux Comptes à Lecture a été nommé pour 6 exercices soit jusqu'à la clôture des comptes de l'exercice clos au 31/12/2026.

- respect des normes en vigueur

Vis-à-vis de la C.A.F. et de la M.S.A., l'association est tenue d'envoyer annuellement un dossier de prestation dans lequel figure notre taux d'occupation (au moins égal à 70 %).

Vis-à-vis de la Mairie, l'association est tenue de transmettre le compte de résultat annuel. Elle transmet en fait toute la plaquette comptable ainsi que les rapports du Commissaire Aux Comptes. Les dirigeants de l'entité tiennent à une transparence totale.

b) Sauvegarde des actifs

Les actifs n'appartiennent pas à l'association. Ils sont mis à disposition par la Mairie. Une convention a été signée entre l'association et la Mairie. Cette convention a été visée par le Commissaire aux Comptes et reprise ou contrôlée dans sa démarche d'audit.

c) La prévention et la détection des fautes et erreurs

Elle est réalisée au travers de deux intervenants indépendants qui, en respect des lois et règlements et de leurs réserves professionnelles, établissent et contrôles les comptes annuels. L'établissement des comptes annuels est réalisé par l'Association sous l'autorité du conseil d'administration élu par l'assemblée générale. Le contrôle, sous forme d'audit conclu par un rapport, est réalisé par Mr SEMAT, Commissaire aux Comptes à LECTOURE. Tous les comptes et rapports sont transmis à la Mairie pour contrôle.

d) L'exactitude et exhaustivité des enregistrements comptables

Les enregistrements comptables sont effectués conformément au Plan Comptable général des Associations et à la norme ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 homologué par arrêté du 26 décembre 2018. Modifié et complété par le règlement ANC 2022-04 applicable à compter des exercices ouverts au 01/01/2023. Ce nouveau règlement complète le précédent sur les vigilances applicables au fonds et aides provenant de l'étranger et sur les associations à caractère culturel avec les informations obligatoires à fournir en annexe normée. Notre association n'est pas concernée par ces nouvelles informations obligatoires.

Les factures d'achats, de frais généraux et les écritures bancaires sont enregistrées journalièrement sur les journaux comptables correspondants et donnent lieu à un contrôle lors de la saisie de toutes pièces justificatives, quant à leur nature, montants, ou imposition conformément aux règles du plan comptable précité et au Code Général des Impôts. En outre, tous les soldes des comptes de bilan au 31 décembre 2024 sont justifiés dans leur nature, leur montant, leur règlement sur l'exercice ultérieur.

Les recettes provenant des familles sont listées sur un programme C.A.F. et passé en comptabilité suivant leurs encaissements mentionnés au bordereau bancaire.

Les subventions sont toutes conformes aux conventions réalisées avec les organismes de tutelle : C.A.F., M.S.A. et Mairie.

c) Etablissement, en temps voulu, d'informations comptables et financières fiables

Les informations comptables et financières sont établies en conformité du plan comptable des Associations et de la norme ANC 2018-06 et 2022-04. Elles ont été remises dans les temps avant le 31 Mars 2025 aux organismes de tutelle (C.A.F. et M.S.A.) et courant Avril 2025 au Conseil d'Administration de l'Association et à la Mairie de Lectoure ensuite. A tout instant, des situations informatisées sont disponibles car la saisie des pièces comptables est journalière.

f) L'environnement général de l'entreprise ou Entité

F1- environnement interne

La gestion de l'association est assurée par le Conseil d'Administration de l'Association relayé par la Directrice et la Comptable. La politique générale de l'Association est définie par le Conseil d'Administration et appliquée par la Présidence et son équipe.

F2- environnement externe

Le secteur n'est pas concurrentiel et c'est pour cette raison que cette activité est sous forme d'association.

g) Procédures de contrôle

- Le courrier est ouvert et répertorié par la Directrice qui informe la Comptable des éléments à traiter. Les pièces sont classées par catégorie (fournisseurs, clients, banques, tiers,...). Elles sont classées par cassiers avant d'être codifiées et comptabilisées.
- Les pièces donnant lieu à paiement sont approuvées et mise au règlement pour signature.
- La Présidence et suivant délégation la Directrice procèdent aux signatures des pièces. Les chèques et titres de paiement sont signés par la Trésorière. La Secrétaire possède également la signature bancaire pour éviter toute carence en cas d'empêchement.
- Les pièces et les modalités de règlements ou d'encaissement sont ensuite transmises à la comptable de l'Association régulièrement. Cette dernière effectue un nouveau contrôle exhaustif de chacune d'elles avant et pendant la saisie comptable. Elles sont ensuite répertoriées et classées pour archivage. Elles servent à nouveau lors du contrôle des comptes pour l'établissement des comptes annuels. Leur archivage est effectué par année, par mois, par nature de charges ou de produits. Elles sont toutes numérotées et répertoriées et disponibles à la recherche en quelques secondes ou minutes. Elles sont ensuite mises à la disposition du Commissaire aux Comptes lors de ses contrôles.
- Le contrôle de lutte anti-blanchiment est réalisée par le Commissaire aux Comptes qui soumet l'association à un questionnaire et aux contrôles spécifiques prévus dans les normes d'exercices professionnels.

3 – CONCLUSION

Mesdames les Membres du Conseil d'Administration, Monsieur le Commissaire aux Comptes, nous pensons avoir répondu aux attentes de l'article 225-37 et permis ainsi de clarifier les procédures de contrôle interne en vigueur dans notre association. Nous attendons toutes remarques de votre part afin d'améliorer encore plus la sécurité des informations financières et comptables qui vous ont été transmises.

La PRESIDENTE.

LECTOURE PETITE ENFANCE

Association loi 1901

Bureau : Avenue du docteur Souviron – 32700 LECTOURE

Rapport sur le rapport de la Présidence du conseil d'administration (bureau)

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de l'association LECTOURE PETITE ENFANCE et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par la Présidence de votre association conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2024.

Sous la responsabilité du conseil d'administration (bureau), il revient à la direction de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient à la Présidence de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration (bureau) et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de l'association.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport de la Présidence, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la **doctrine professionnelle** applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la **sincérité des informations** données dans le **rapport de la Présidence**, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- Prendre connaissance des **objectifs** et de l'**organisation** générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport de la Présidence ;
- Prendre connaissance des **travaux** sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons **pas d'observation** à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de l'association relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport de la Présidence du conseil d'administration (bureau), établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Lectoure, le 31 Mai 2025.

Le commissaire aux comptes.

Alex SEMAT


Alex SEMAT
EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce
36 Avenue Jean Lannes - Lieu dit Caillavet
32700 LECTOURE
Tél : 05 62 68 89 55 Fax : 05 62 68 80 91

LECTOURE PETITE ENFANCE

Association loi 1901

Bureau : Avenue du docteur Souviron

32700 LECTOURE

M. SEMAT Alex
Commissaires aux Comptes
36 Avenue Jean Lannes
Lieu dit Caillavet
32700 LECTOURE

Lecture,
Le 31 Mai 2025,

Monsieur,

Cette lettre fournie à votre demande, s'inscrit dans le cadre de votre mission de commissariat aux comptes portant sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024.

En tant que responsable de l'établissement des comptes, de la conception et de la mise en œuvre des systèmes comptables et de contrôle interne destinés notamment à prévenir et à détecter les erreurs et les fraudes, je vous confirme, au mieux de ma connaissance et en toute bonne foi, les déclarations suivantes :

1. Il n'y a pas eu à ma connaissance des faits significatifs liés à des fraudes commises ou suspectées (même sur simples allégations) ;
2. Les systèmes comptables et de contrôle interne mis en place ont été conçus pour prévenir et détecter les erreurs et les fraudes, et les comptes ne comportent pas à ma connaissance d'anomalies significatives résultants de fraudes ;
3. Je n'ai pas eu à ma connaissance de l'absence de respect dans l'application des textes légaux et réglementaires propres à l'activité de l'association ;
4. Je confirme les principales hypothèses retenues pour l'établissement des estimations comptables ;
5. L'information fournie dans l'annexe des comptes concernant les parties liées, est, à ma connaissance, exhaustive.
6. Il n'existe pas à ma connaissance de passif éventuel important, de pertes potentielles ou d'engagements, non enregistrés ou non mentionnés dans l'annexe, antérieurs ou postérieurs à la clôture de l'exercice.
7. A ma connaissance aucun fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.
8. J'estime que les corrections que vous avez demandées et reprises dans votre lettre de compte rendu permettent une présentation des comptes pris dans leur ensemble conforme aux lois et règlements en vigueur.

Veuillez croire, Monsieur, en l'expression de mes salutations distinguées.

La Présidente



LETTRE D'AFFIRMATION - COMPTES ANNUELS (adressée à Mr SEMAT)

A CABINET SEMAT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
36 AVENUE JEAN LANNES
32700 LECTOURE

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024.

Cette lettre vous est adressée en application de nos normes d'exercice professionnel, dans le cadre de vos contrôles relatifs à l'audit des comptes annuels notre association LECTOURE PETITE ENFANCE afférents à l'exercice clos le 31/12/2024. Ces comptes font apparaître à cette date des capitaux propres de 87 269€, y compris un déficit de 23 664€.

En tant que responsable(s) de l'établissement des comptes et de la conception et de la mise en œuvre du contrôle interne afférent à leur préparation, nous vous confirmons ci-après, en toute bonne foi et au mieux de notre connaissance, les informations et affirmations qui vous ont été fournies dans le cadre de votre mission.

RISQUE DE FRAUDE ET DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

1. Des contrôles destinés à prévenir et détecter les erreurs et les fraudes ont été conçus et mis en œuvre dans l'association. Nous vous avons fait part de notre appréciation sur le risque que les comptes puissent comporter des anomalies significatives résultant de fraudes.

Nous n'avons pas connaissance¹:

- a. de fraudes avérées ou suspectées impliquant la direction, des employés ayant un rôle clé dans le dispositif de contrôle interne ou d'autres personnes et qui seraient susceptibles d'entraîner des anomalies significatives dans les comptes ;
- b. d'allégations de fraudes susceptibles d'avoir un impact sur les comptes.

2. D'anomalies relevées lors de l'audit et non corrigées²

EVENEMENTS POST-CLOTURE

3. A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun événement, autre que ceux déjà pris en compte, survenu depuis la date de clôture de l'exercice et qui nécessiterait un traitement comptable ou une mention dans l'annexe et/ou dans le rapport de gestion.³

¹ Le cas échéant, remplacer par "Nous vous avons signalé" et adapter la rédaction des alinéas en conséquence

² [Dans le cas où il existe des anomalies relevées lors de l'audit et non corrigées, insérer le paragraphe suivant] : Nous avons pris connaissance de l'état, joint en annexe, des anomalies relevées lors de l'audit et non corrigées. Nous nous sommes mis d'accord sur leur caractère non significatif sur les comptes pris dans leur ensemble. Cet état n'appelle pas de remarque de notre part.

Ou bien [en cas de désaccord du représentant légal] :

Nous ne sommes pas d'accord avec l'état, joint en annexe, des anomalies relevées lors de l'audit et non corrigées, car (préciser les raisons de désaccord) :

³ NEP 580 "Déclarations de la direction" - § 07 (10ème tiret)

4. Nous vous avons communiqué nos plans d'actions définis pour l'avenir de l'association ; ces plans d'actions reflètent les intentions de la Direction ; nous n'avons connaissance d'aucun élément nouveau susceptible de compromettre ces plans⁴.

HYPOTHESES DE LA DIRECTION UTILISEES POUR QUE LES COMPTES REFLETTENT BIEN TOUTES LES DECISIONS DE LA DIRECTION

5. Les principales hypothèses retenues pour l'établissement des estimations comptables sont raisonnables et reflètent correctement les intentions de la direction et la capacité de l'association, à ce jour, à mener à bien les actions envisagées.

CORRECTE APPLICATION DES LOIS ET REGLEMENTS

6. Nous avons appliqué, au mieux de notre connaissance, les textes légaux et réglementaires.

INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

7. Nous avons fourni dans l'annexe des comptes, au mieux de notre connaissance, l'information sur les parties liées requise par le référentiel comptable.

Nous vous avons, également, communiqué l'identité des parties liées ainsi que les relations et transactions les concernant, de manière exhaustive.

Le traitement comptable des relations et transactions avec les parties liées est conforme aux dispositions du référentiel comptable applicable.

A ce jour nous n'avons pas suivant le référentiel comptable de parties liées mais des partenaires administratifs (CAF, Mairie) dont nous avons fourni les documents de référence en conformité des lois, ayant un impact sur nos comptes.

La présidence. Le 31 Mai 2025.



⁴ Paragraphe obligatoire dans le cas où des événements ou circonstances susceptibles de remettre en cause la continuité d'exploitation ont été identifiés : NEP 570 « Continuité d'exploitation »

ANNEXE A LA LETTRE D’AFFIRMATION RELATIVE A L’EXERCICE CLOS le 31/12/2024

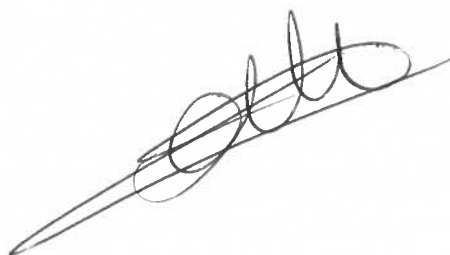
L’incidence de ces anomalies non corrigées a été considérée comme non significative.

A - ETAT DES ANOMALIES RELEVÉES ET NON CORRIGÉES AYANT UN
IMPACT SUR LE RESULTAT DE L’EXERCICE

DESCRIPTION DES ANOMALIES	IMPACT SUR LE RESULTAT DE L’EXERCICE
- -NEANT -	- -NEANT -
Effet sur le compte de résultat avant impôts	N/A
Effet d’impôts	N/A
Effet après impôts	N/A

B - LISTE DES AUTRES ANOMALIES RELEVÉES ET NON CORRIGÉES
PORTANT SUR LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS OU DE
L’ANNEXE (*le cas échéant*) NEANT

- Lister les anomalies relevées NEANT





ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Règlement ANC 2018-06 et 2022-04

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **227 777** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **504 595** euros et un total **charges** de **528 259** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **- 23 664** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Absence de stocks et d'en cours dans l'entité

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Produits

Les produits sont comptabilisés au coût d'entrée, à leur valeur nominale.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de 227 777 euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de 504 595 euros
 - un total charges de 528 259 euros
 - dégage un résultat de - 23 664 euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par les dirigeants de **LECTOURE PETITE ENFANCE** sous le contrôle du commissaire aux comptes qui intervient dans le cadre de sa mission d'audit légal en conformité des textes et règlements le régissant.

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	87 317			23 617	110 934
Exédent ou déficit de l'exercice	23 617	23 617		(23644)	(23664)
Situation nette	110 934				87 270
Fonds propres consommables					
Subvention d'investissement					
Provisions règlementées					
TOTAL	110 934				87 270

Variation des Fonds Reportés

Etat exprimé en euros		Fonds reportés clôture 31/12/2023	Report	Utilisations	Fonds reportés clôture 31/12/2024
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
TOTAL					

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprime en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fd dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

PRODUITS		
Montant perçu au titre d'assurances-vie		
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9		
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations		
Total des produits		
CHARGES		
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Donation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations		
Total des charges		
SOLDE		

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2023	31/12/2024
Dons en nature		
8752 - Dons en nature Locaux	28300,00	28300,00
8751 - Dons en nature Matériels et Biens		2028,16
Prestations en nature		
871 - Prestations en nature diverses	3584,40	2887,86
Bénévolat		
Total	31 884,40	33 216,02

Répartition par nature de charges	31/12/2023	31/12/2024
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
8611 - Mise à disposition gratuite des locaux	28300,00	28300,00
8612 - Mise à disposition gratuite des Matériels		2028,16
Prestations		
862 - Prestations	3584,40	2887,86
Personnel bénévole		
Total	31 884,40	33 216,02

**Tableau de rapprochement entre les contributions volontaires en nature
du compte de résultat et du compte de résultat par origine et destination 2/2**

Etat exprimé en euros	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	Total compte de résultat au 31/12/2024
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens	28 300				28 300
Prestations en nature	4 916				4 916
Personnel bénévole					
TOTAL	33 216				33 216

Compte de Résultat par Origine et Destination 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION		12 mois	12 mois
P R O D U I T S	1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	1.1 Cotisation sans contrepartie		
	1.2 Dons, legs et mécénat		
	- Dons manuels		
	- Legs, donations et assurance-vie		
	- Mécénat		
	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	170	400
	2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	2.1 Cotisation avec contrepartie		
	2.2 Parrainage des entreprises		
	2.3 Contributions financières sans contrepartie		
	2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	87 629	96 868
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS		384 367	373 397
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		32 429	59 728
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS			
Total des produits par origine		504 595	530 393
C H A R G E S	1 - MISSIONS SOCIALES		
	1.1 Réalisées en France		
	- Actions réalisées par l'organisme	528 259	506 776
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France		
	1.2 Réalisées à l'étranger		
	- Actions réalisées par l'organisme		
	- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger		
	2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
	2.1 Frais d'appel à la générosité du public		
	2.2 Frais de recherche d'autres ressources		
	3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
	4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
	5 - IMPOT SUR LES BENEFICES		
	6 - REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE		
	Total des charges par destination	528 259	506 776
EXCEDENT OU DEFICIT		(23664)	23 617

Compte de Résultat par Origine et Destination 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		12 mois	12 mois
P R O D U I T S	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	Bénévolat		
	Pretations en nature		
	Dons en nature		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
	3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE		
	Pretations en nature	33 216	31 884
	Dons en nature		
	Total des produits par origine	33 216	31 884
C H A R G E S	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES		
	Réalisées en France	33 216	31 884
	Réalisées à l'étranger		
	2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS		
	3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT		
	Total des charges par destination	33 216	31 884

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		128 905
Autres créances		128 905
CAF-Subventions à recevoir	109 422	
MSA Subventions à recevoir	11 876	
Mairies Extérieures - Produits à recevoir	3 311	
Uniformation - Remboursement	4 296	

**Produits à recevoir (détail)
au 31/12/2022**

Libellé	31/12/2024
4375 - Uniformation	4 296
44871 - Caf et collectivités	109 422
44872 - MSA	11 876
44874 - Mairies Extérieures	3 311
Totalisation	128 905

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variation %
Créances rattachées à des participations			
Autres immobilisations financières			
Autres créances clients			
Autres créances	128 905	113 880	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		55 994
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		11 498
Fournisseurs	5 288	
FNP Achat Biens ou Prestations	6 210	
Dettes fiscales et sociales		44 496
Dettes sur CP	30 900	
Charges / CP	12 216	
Autres charges à payer	693	
ComCom Charges à payer	687	

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variation %	
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 498	12 823	(1 325)	-10,33 %
Dettes fiscales et sociales	44 496	35 057	9 439	+ 26,92 %
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	55 994	47 880	8 114	+ 16,94 %

Charges à payer (détail) au 31/12/2024

Libellé	31/12/2024
DETTES SUR CP	30 900
CHARGES SUR CP	12 216
AUTRES CHARGES A PAYER	693
FNP FOURNISSEURS	11 498
COMCOM CHARGES A PAYER	687
Totalisation	55 994

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			

Charges constatées d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variation %
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			

Charges constatées d'avance (avec détail) au 31/12/2024

Détail des charges constatées d'avance	Période		Exploitation	Financières	Exceptionnelles
	début	fin			
Totalisation					

Annexe libre

Etat exprimé en euros

PROVISION POUR RETRAITE

LE COMPTE 151000 PROVISION POUR RISQUE POUR UN MONTANT DE 65 582,40 EUROS AU 31/12/2024 CONCERNE LA PROVISION POUR RETRAITE DES EMPLOYES ET CADRES.

D'après le PCG repris dans le Plan comptable 99-01 ou le nouveau plan ANC 2018-06, puis le règlement ANC 2022-04 la provision pour retraite peut suivre deux méthodes de prise en compte.

1- soit être mentionnée en annexe

2- soit être comptabilisée et être réintégrée fiscalement si l'entité est soumise à l'impôt (IS ou IR).

Dans le cas présent, l'Association LECTOURE PETITE ENFANCE est un organisme sans but lucratif oeuvrant dans le milieu social.

Aussi il n'y a pas lieu de procéder à une réintégration fiscale et la comptabilisation liée à une évaluation probante est choisie par l'entité comme méthode préférentielle.

PERMANENCE DES METHODES

La provision pour congés payés comporte la totalité des congés payés restant dus à la date de clôture.

Toutes les provisions pour charges à payer ou produits à recevoir sont évaluées avec les méthodes de calcul constantes d'un exercice à l'autre.

Annexe libre

DESCRIPTION DETAILLEE DE L'OBJET ET STRATEGIE DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Etat exprimé en euros

DESCRIPTION DETAILLEE DE L'OBJET SOCIAL

La commune de Lectoure a choisi de déléguer ses compétences concernant la crèche pour les enfants de 2 mois à 4 ans à l'Association Lectoure Petite enfance depuis sa création le 7 juin 1990.

L'entité a pour objet la garde, l'éveil, le soin des enfants de 2 mois à 4 ans, de la commune de Lectoure et des communes environnantes, adhérentes ou non, désireuses de confier leurs enfants à une structure agréée par l'administration sociale.

L'Association a une capacité d'accueil de 30 enfants par jour, pour un nombre d'inscription d'environ 70 enfants, et pouvant fluctuer au fil des mois.

L'Association est régulièrement contrôlée dans l'accomplissement de sa mission par la Caisse d'Allocations Familiales et les services sociaux de l'enfance du département du Gers.

STRATEGIE ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'Association, pour la réalisation de la mission, s'appuie sur des professionnelles comportant une Directrice, ayant un diplôme d'état d'Educatrice de Jeunes Enfants, et une équipe comportant une directrice adjointe, elle-même diplômée Educatrice de Jeunes Enfants, une Infirmière diplômée, 2 Auxiliaires de Puériculture et 6 titulaires de CAP Petite Enfance.

Cette équipe a pour objectif et stratégie le bien être et la sécurité des enfants dans le respect des normes et lois gouvernementales régissant la garde de petits enfants.

Leur priorité absolue est le bien être des enfants.